

Impôt sur le revenu

dérant l'état général de notre économie, je me suis dit: «Mon Dieu, nous voici de nouveau en 1930 avec Herbert Hoover, R. B. Bennett, et Mackenzie King».

Je crois que c'est Herbert Hoover en 1930 et 1931 qui reprochait aux critiques, après la débâcle de la Bourse, de voir tout en noir, les assurant que la prospérité les attendait au tournant, qu'ils devaient faire preuve d'austérité, se serrer la ceinture et se contenter de moins. Le premier ministre (M. Trudeau) nous a dit que son gouvernement se contentait non seulement de moins, mais qu'il possédait moins aussi. Il me semble que ceux qui tiennent les rênes économiques du pays, dans le secteur privé, mais particulièrement au gouvernement fédéral, n'ont rien appris depuis 45 ans. Ils tiennent encore le même genre de propos et proposent le même genre de mesures qui nous ont mis dans le pétrin en ces temps de dépression et de récession, mesures qui ont échoué dans le passé.

Pour remettre le Canada sur pied, il faut remettre les Canadiens au travail. Assurément, la plupart des mesures contenues dans le bill C-11 rateront non seulement leur objectif mais, dans bien des cas, elles se révéleront néfastes. Elles n'entraîneront aucune diminution sensible du chômage. Elles ne déboucheront pas sur un mieux-être des Canadiens en général, et en particulier des petits salariés et des classes moyennes.

Depuis mars dernier, le gouvernement a proposé divers avantages fiscaux totalisant plus de 1,200 millions de dollars pour inciter les sociétés à augmenter leur capacité de production, à moderniser leur outillage, à créer des emplois et à embaucher les travailleurs. Eh bien, monsieur l'Orateur, bien que les industriels soient maintenant au courant depuis des mois de cette mesure incitative fiscale, les statistiques nous apprennent que si l'on compare les neuf premiers mois de cette année à l'an dernier, on constate en fait une diminution du nombre d'emplois dans le secteur manufacturier puisque ce nombre est passé d'une moyenne de 1,945,000 l'an dernier à 1,915,000 au milieu d'octobre. Il y a eu en fait une perte de 30,000 emplois dans le seul secteur manufacturier, et cela en dépit du fait que ce secteur savait qu'il pouvait disposer d'une somme de 1,245 millions de dollars sous forme de crédits d'impôt afin de donner du travail aux Canadiens.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Et l'on a donné deux milliards de dollars dans le budget précédent.

M. Benjamin: Oui, comme me le rappelle mon collègue, on avait déjà donné deux milliards de dollars dans le budget de l'ex-ministre des Finances. Mais que s'est-il passé, monsieur l'Orateur? Il y a encore plus de chômage. Cette mesure n'a donné aucun résultat et elle n'en donne toujours pas. Cette méthode a déjà été mise à l'essai auparavant au cours des décennies où il y a eu des dépressions et des récessions. Ce sont les riches qui en ont bénéficié; ce sont les pauvres et les chômeurs qui en ont fait les frais.

Nous proposons depuis des mois et nous continuerons à le faire, d'augmenter le pouvoir d'achat de la majorité des Canadiens à revenu faible et moyen. Ce sont eux qui ont des besoins. Ils dépenseront ces dollars pour acheter des produits qui seront en grande partie canadiens. Il est certain que cette façon de faire est non seulement plus sensée, mais elle est également plus civilisée et plus juste. Il est vain de fournir aux riches, aux sociétés qui n'en ont pas besoin, de nouvelles sources de revenus et des avantages supplémentaires car cet

[M. Benjamin.]

argent sera mis de côté en réserve ou dans des caisses d'épargne. Il sera économisé et n'aura qu'un effet minime sur l'accroissement de la consommation.

Selon nous, le Parlement pourrait faire bien des choses pour rectifier la situation économique puisque les députés de tous les partis s'accordent à dire qu'elle est loin d'être favorable. J'aimerais mentionner certaines des choses que nous pourrions et devrions faire au lieu de ce que demande le bill à l'étude. Il me semble que le gouvernement, dans son budget et ses bills budgétaires, et malheureusement certains porte-parole de l'opposition officielle dans leurs discours d'aujourd'hui, insistent sur les dollars et oublient les gens. Ils accordent plus d'importance aux dollars et au bien-être des classes privilégiées qu'aux citoyens ordinaires.

J'aimerais donner un exemple, monsieur l'Orateur. La plupart des députés, sinon tous, ont sans doute assisté aux cérémonies du Jour du souvenir il y a quelques jours. Quelques jours auparavant, le gouvernement a annoncé qu'il n'augmenterait certainement pas les pensions d'invalidité pour les anciens combattants, ce qui, si je ne m'abuse, coûterait environ 30 millions de dollars. Un comité parlementaire et un autre groupe qui a examiné la question des pensions des anciens combattants et des pensions et allocations d'invalidité avaient recommandé à l'unanimité certaines pensions pour cinq catégories d'employés de la Fonction publique. Maintenant que le gouvernement a refusé d'adopter cette recommandation, un ancien combattant frappé d'invalidité totale reçoit \$536 par année de moins qu'il devrait. A cause de la situation économique et des restrictions financières, le gouvernement affirme qu'il ne peut pas donner 30 millions de dollars aux anciens combattants invalides, mais il peut pourtant donner 1.2 milliard de dollars aux sociétés commerciales. Et ils nous demandent de voter pour le bill! Si l'un des ministres du cabinet proposait de modifier le bill pour rétablir les 30 millions de dollars d'imposition sur les sociétés et les hauts revenus et laisser le ministre des Affaires des anciens combattants annoncer en même temps une augmentation des pensions d'invalidité des anciens combattants, je serais plus enclin à appuyer cette mesure, et plus enclin à dire qu'on fait preuve d'humanité et de justice. Le gouvernement ne veut pas augmenter les pensions de base des anciens combattants auxquels nous devons tant et que nous ne pourrions jamais totalement dédommager. Le gouvernement ne s'occupe pas du sort des gens.

● (1722)

J'ai écouté le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) se plaindre qu'à Terre-Neuve un homme richissime aurait soustrait plusieurs millions de dollars au fisc, après avoir travaillé pendant de nombreuses années avec ou pour le gouvernement libéral, à l'époque où le député de Saint-Jean-Ouest siégeait dans le gouvernement libéral. En tout cas, il s'est plaint que ce monsieur avait réussi à soustraire au fisc 3 millions de dollars ou même plus. Un ancien combattant de Regina m'a autorisé à citer sa lettre. Sa femme a écrit d'abord au sujet des pensions. Je veux parler de M. et M^{me} Howard Brown, 8 avenue Osler à Regina. Dans cette lettre on peut lire ce qui suit:

J'ai eu l'idée de vous écrire. Je suis la femme d'un ancien combattant invalide. Nous avons été extrêmement déçus de lire dans les journaux et d'entendre, à la radio et à la télévision, que le gouvernement fédéral n'avait pas d'autre argent à donner aux anciens combattants invalides. Mon mari est invalide depuis 34 ans et quand on pense que quatre jours avant le gouvernement a augmenté le salaire des députés, c'était vraiment révoltant. Veuillez remercier M. Stanley Knowles